



Mairie de BASSEVELLE

743 Rue de la Mairie

77 750 BASSEVELLE

# COMMUNE DE BASSEVELLE

## PLAN LOCAL D'URBANISME

### 6.4 RECUEIL DES RISQUES ET DES CONTRAINTES



*Vu pour être annexé à la  
délibération d'approbation  
du PLU par le Conseil  
Communautaire de la CA  
Coulommiers Pays de Brie  
en date du : 24/05/2018*



40, rue Moreau Duchesne  
BP12 – 77910 Varreddes

[urbanisme@cabinet-greuzat.com](mailto:urbanisme@cabinet-greuzat.com)  
<http://www.cabinet-greuzat.com>

*Le Président de la CACPB*





#### Annexes :

les textes de référence  
Arrêté du 4 août 2006,

dit arrêté "multitude" ;  
circulaire du 4 août 2006  
sur le PAC (Porter à connaissance  
des canalisations).

article L 2211-1 du Code général  
des collectivités territoriales ;

article L 125-2 et R 125-9 à 14 du  
Code de l'environnement ;

article L 121-2 du code de  
l'urbanisme sur le PAC ;

arrêté du 29 septembre 2005,  
relatif aux zones de danger.

Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de  
modernisation de la sécurité civile  
et ses décrets d'application ;

n° 2005-1156 sur le PCS (Plan  
Communal de Sauvegarde) ;

n° 2005-1157 sur le plan ORSEC ;  
n° 2005-1158 du 13 septembre  
2005 sur le PPI

(Plan particulier d'intervention)  
Décret n° 091-1147 du 14 octobre  
1991 sur l'exécution  
de travaux.

Décret 2007-18 du 5 janvier 2007  
(affichage des consignes  
de sécurité)

Décret 2007-397 du 22 mars 2007  
(DDRM - DIGRIM)

Décret 2007-1467 du 12 octobre  
2007 (communes concernées par  
l'obligation d'information)

#### 4. La gestion des situations d'urgence

**L'exploitant.** Un plan de surveillance et d'intervention (PSI) définit et organise les moyens et actions à mettre en œuvre en cas d'accident ou d'incident sur la canalisation.

L'exploitant réalise les opérations relevant de sa responsabilité : intervention sur la canalisation, lutte contre la pollution, etc. Si nécessaire, il se met sous l'autorité du DOS (Directeur des Opérations de Secours) qui peut être le préfet ou le maire, dont il devient alors le conseiller.

**L'Etat.** Si l'accident est de grande ampleur, le préfet peut placé sous son autorité unique. Le plan est conçu pour mobiliser et coordonner les acteurs de la sécurité afin de mettre en place l'organisation de la gestion d'événements touchant gravement la population.

**La commune.** Le maire peut être amené à déclencher son PCS (Plan Communal de Sauvegarde) régi par la loi de modernisation de la sécurité civile de 2004. Il faut alors que l'événement soit limité au territoire communal et que son ampleur ne requière pas le recours au plan ORSEC. Le PCS identifie les risques potentiels sur le territoire de la commune. Les transports de matières dangereuses, comprenant notamment les canalisations de transport, en font partie. Le PCS permet de s'organiser, se préparer, se former et s'entraîner. Ses actions doivent être opérationnelles et adaptables. Elles s'appliquent en amont par l'information sur les comportements à avoir, au moment de la crise par sa gestion, enfin lors du retour de la situation à la normale.

#### 5. La procédure à suivre en cas de travaux

Les endommagements de canalisations au cours de travaux sont la première cause d'accident liée à ce type d'ouvrage. C'est pourquoi une procédure rigoureuse doit être respectée si des travaux, même de faible ampleur, sont projetés dans les zones où elles sont présentes.

Les maires tiennent à jour et à disposition les coordonnées des exploitants et les plans de zonage des réseaux. Tout maître d'ouvrage (collectivité, agriculteur ou particulier, etc.) ayant un projet de travaux (terrassement, sondage, etc.) doit s'informer en mairie sur les implantations potentielles de canalisations sur le site et adresser une demande de renseignement à l'exploitant de l'ouvrage.

L'exploitant doit répondre sous un mois en indiquant la localisation précise de l'ouvrage. Il doit communiquer ses recommandations pour assurer la sécurité lors des travaux et formuler ses observations sur la faisabilité des travaux, le cas échéant.

L'entreprise ou le particulier projetant des travaux adresse ensuite une DICT (Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux) à l'exploitant. Celui-ci doit la recevoir dix jours au moins avant le début des travaux.

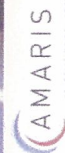
Des sanctions pénales sont prévues dans le cas où l'entreprise ou le particulier ne respecte pas ces dispositions ou est en infraction vis-à-vis des règles de sécurité. Celles-ci peuvent aller jusqu'à l'emprisonnement.

Cette procédure est en cours de révision. A terme, un "guichet unique" sera créé, auquel les personnes morales et physiques projetant des travaux devront s'adresser via internet.



# Canalisations de transport de matières dangereuses

## L'essentiel à savoir sur la maîtrise des risques



Création graphique Sophie Krenzel - Crédits photographique - Philippe Duvell - Couverture © Ondip - Philippe Lortie - Couverture © Ondip - Philippe Lortie - Couverture © Ondip



50.000 km

de canalisations  
transportent des

matières dangereuses

en France. Ce moyen de

transport est le plus sûr,

le plus économique et

le moins polluant,

en comparaison des

autres (route, fer,...).

Les accidents concer-

nant ces canalisations,

sont très rares mais

peuvent avoir des

conséquences graves.

Les élus locaux

concernés ont tout

intérêt à maîtriser

la réglementation qui

les régit.

Les canalisations sont enterrées la plupart du temps, à l'exception des organes nécessaires à leur exploitation : postes de pompage, de compression, de détente, de sectionnement ou d'interconnexion.

On distingue deux types de canalisations, les canalisations de transport et celles de distribution :

- les canalisations de transport acheminent un produit entre plateformes industrielles ou elles alimentent les réseaux de distribution ;
- les canalisations de distribution approvisionnent le gaz naturel au plus près des particuliers. Leur section et leur pression sont généralement moindres.

Nous nous intéressons ici aux canalisations de transport.

Les qualités de ce mode de transport :

- il ne pollue pas ;
- les incidents et accidents y sont rares (15 à 25 luites par an) ;
- il est particulièrement économique pour les transports de grands volumes à grande distance

Longueur des réseaux de canalisations de transport par catégorie de fluides



## 1. Maîtriser les risques : l'affaire des exploitants

Les principaux risques sont l'endommagement par des travaux à proximité des réseaux et le percement par corrosion. L'exploitant (ou transporteur) d'une canalisation a l'obligation généralisée depuis l'arrêté ministériel du 4 août 2006, de réaliser une étude de sécurité relative au produit transporté. Celle-ci définit les mesures qu'il devra prendre pour réduire la probabilité d'occurrence et les effets potentiels des accidents. Ces mesures sont appliquées à la conception, la construction, l'exploitation mais aussi l'arrêt éventuel de la canalisation. Elles sont destinées à préserver la sécurité des personnes, des biens et à assurer la protection de l'environnement.

A cet effet, l'exploitant évalue les enjeux présents dans l'environnement de la canalisation, en particulier le nombre de personnes exposées et les bords susceptibles d'être affectés, ainsi que les milieux naturels sensibles. Le recensement permet de déterminer les mesures compensatoires à mettre en œuvre, le cas échéant.

L'étude de sécurité prévoit toutes les mesures nécessaires pour réduire le risque à la source : procédures de surveillance, d'inspection, barrières contre les agressions extérieures, etc.



## 2. Canalisations et urbanisation : qui fait quoi ?

**L'exploitant** La réglementation (arrêté du 4 août 2006) définit les exigences de construction des ouvrages nouveaux imposées aux exploitants. Celles-ci sont fonction de la densité de population. Plus la densité est forte, plus les canalisations doivent être résistantes. Leur construction est interdite près des IGH (Immeubles de Grande Hauteur) et de certains ERP (Etablissements Recevant du Public). Pour les canalisations en service, lorsque la densité de population a augmenté ou est en cours d'augmentation, l'arrêté prévoit la mise en place de mesures de protection supplémentaires, voire le remplacement de tronçons, sous la responsabilité des exploitants.

**L'Etat** représenté par le préfet, indique aux maires ou présidents d'établissements publics compétents, via le "Porter à Connaissance" (PAC), outre les servitudes légales déjà applicables aux canalisations de transport, les zones de dangers qui ont été estimées par les exploitants dans les études de sécurité qu'ils ont fournies au service chargé du contrôle. Ces zones sont les suivantes :

### zones des dangers graves et très graves pour la vie humaine.

L'Etat invite la commune à proscrire la construction d'IGH et d'ERP de plus de 100 personnes, ou pour certains d'entre eux à imposer à l'aménageur des conditions préalables de renforcement de la sécurité afin que les distances de sécurité fixées par l'article 8 de l'arrêté du 4 août 2006 soient respectées. La commune doit en outre informer les exploitants de tous projets de construction ou d'aménagement dans ces zones.

### zone des dangers significatifs pour la vie humaine.

La commune est invitée à privilégier les développements urbains futurs à l'extérieur de cette zone. Dans cette même zone sont fixées des règles en matière de sécurité civile et de gestion de l'information (cf. § 3 ci-après).

**La commune ou l'établissement public compétent** ayant un projet de construction ou d'extension d'un IGH ou ERP pouvant être remis en cause par le PAC doit prendre contact avec l'exploitant, ceci afin de rechercher des solutions adaptées en accord avec l'Etat. La commune doit introduire dans le PLU (Plan Local d'Urbanisme) les contraintes mentionnées ci-dessus pour les zones des dangers graves et très graves, qui s'ajoutent aux servitudes légales déjà applicables.

## 3. La gestion de l'information

**L'exploitant** communique à l'Etat ses études de sécurité, plans de surveillance et de maintenance, plans de secours et cartographies.

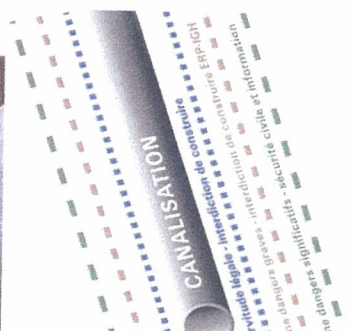
**L'Etat** Cette somme d'informations est examinée et si nécessaire complétée. Les données concernant les communes sont utilisées pour l'information des maires et des populations. Le préfet établit un DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs) décrivant d'une part les risques, parmi lesquels le transport de matières dangereuses par canalisations et par d'autres modes, et leurs conséquences potentielles pour les personnes, les biens et l'environnement, d'autre part l'exposé des mesures de sauvegarde prévues pour limiter leurs effets. Ce document est mis à disposition des citoyens en préfecture et envoyé aux maires des communes concernées.

**La commune** L'article L2211-1 du Code général des collectivités territoriales impose au maire des responsabilités en matière de police administrative, dont la sécurité. Le décret 2007-397 du 22 mars 2007 définit le DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs).

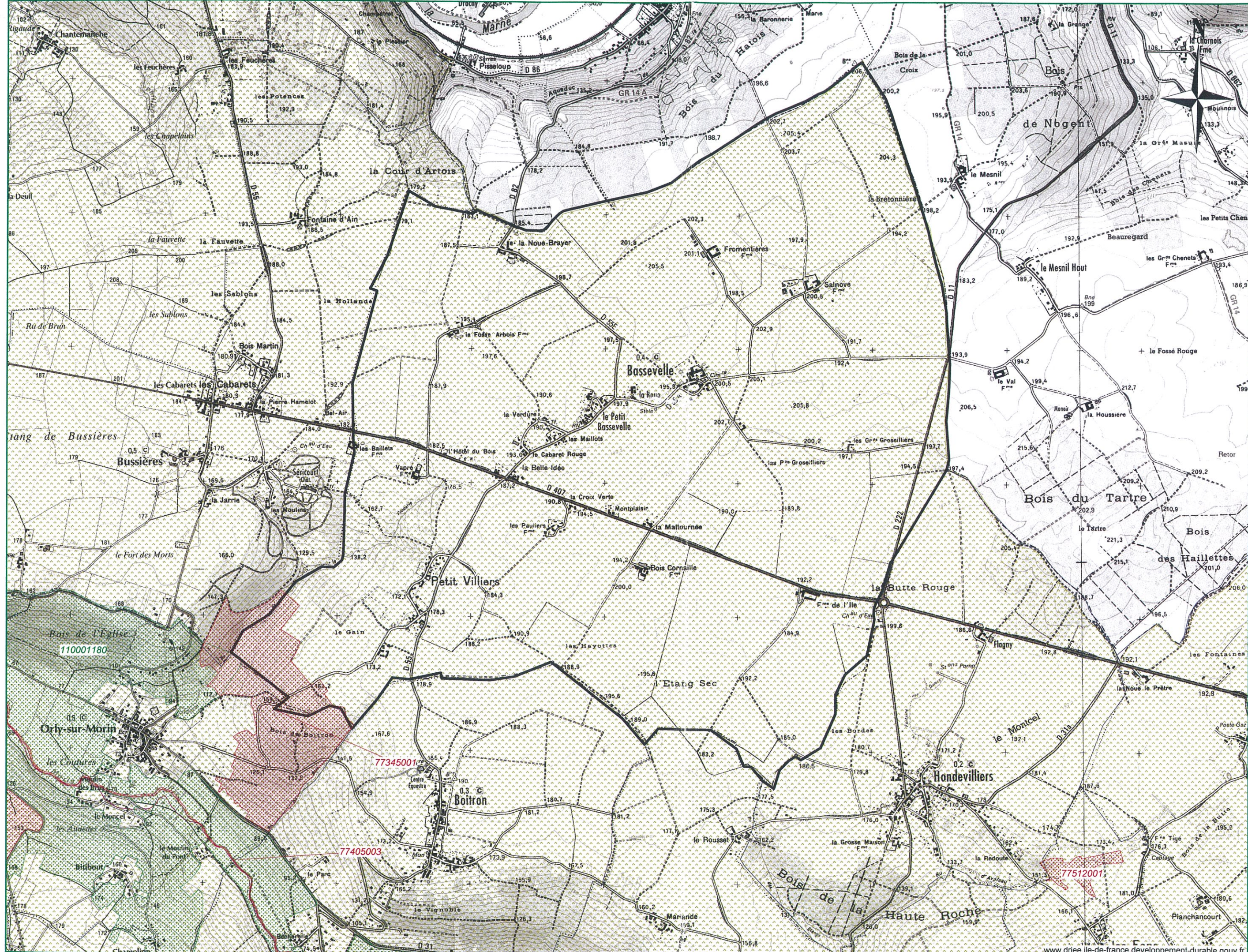
Il revient au maire de l'établir et de le porter à la connaissance de la population

### Le DICRIM liste :

- les risques naturels et technologiques (dont les transports de matières dangereuses) de la commune ;
- les mesures prises sur la commune, avec des exemples de réalisation ;
- les mesures de sauvegarde à respecter en cas de danger ou d'alerte ;
- le plan d'affichage de ces consignes ;
- enfin, toutes les informations que le maire peut juger utiles pour le citoyen

















**Service  
Nature,  
Paysage  
et  
Ressources**

**Nature et  
paysages  
protégés en  
Ile-de-France**

**Porter  
à connaissance**

**Commune de  
Basseville**

-  ZNIEFF type 1
-  ZNIEFF type 2
-  Natura 2000  
Directive "Habitats"
-  Natura 2000  
Directive "Oiseaux"
-  APB
-  RNR
-  PNR (en projet)
-  RNN
-  Sélection
-  Limites  
communales

Echelle : 1 / 25 000

Ce document est édité  
à titre informatif,  
il n'a pas de  
valeur juridique

Données :  
DRIEE 2012  
IGN 2005

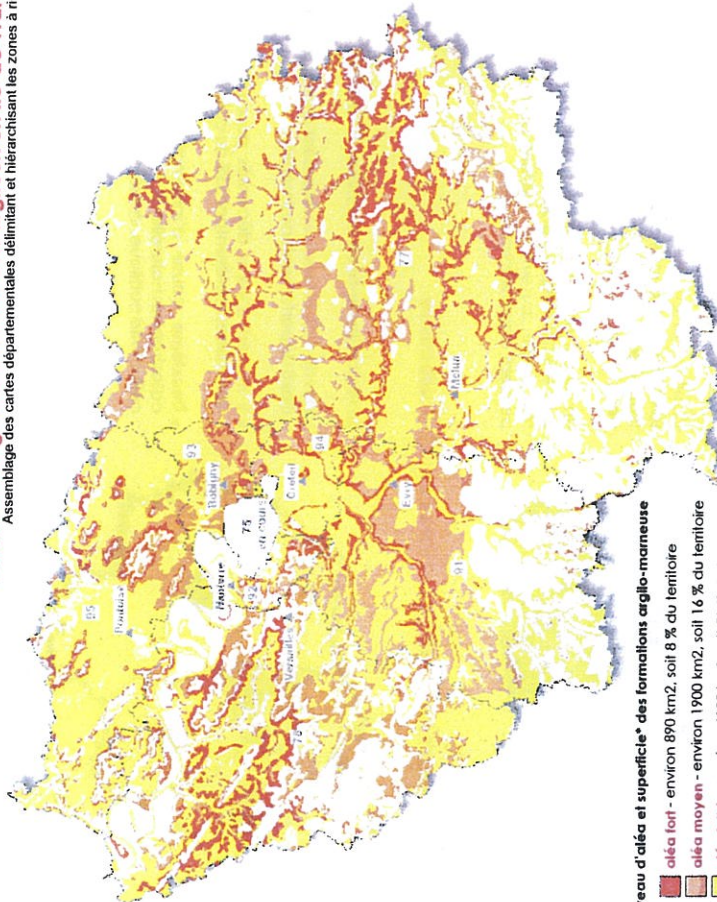
© IGN-2005-SCAN25

Février 2012



## L'aliéa retrait-gonflement des sols argileux en Ile-de-France

Assemblage des cartes départementales délimitant et hiérarchisant les zones à risque



Niveau d'aliéa et superficie\* des formations argilo-marneuses

- aliéa fort - environ 890 km<sup>2</sup>, soit 8 % du territoire
- aliéa moyen - environ 1900 km<sup>2</sup>, soit 16 % du territoire
- aliéa faible - environ 6100 km<sup>2</sup>, soit 51 % du territoire
- "a priori" non argileux - environ 2900 km<sup>2</sup>, soit 25 % du territoire

\* Hors ville de Paris

Vous pouvez vous renseigner auprès de votre mairie, de la préfecture ou des services de la direction départementale de l'équipement de votre département.

Vous trouverez aussi des informations utiles sur Internet aux adresses suivantes :

Portail de la prévention des risques majeurs du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables  
<http://www.ecologie.gouv.fr> - <http://www.prim.net>

Bureau de Recherches Géologiques et Minières  
<http://www.brgm.fr> - <http://www.argiles.fr>

Agence qualité construction  
<http://www.qualification-construction.com>

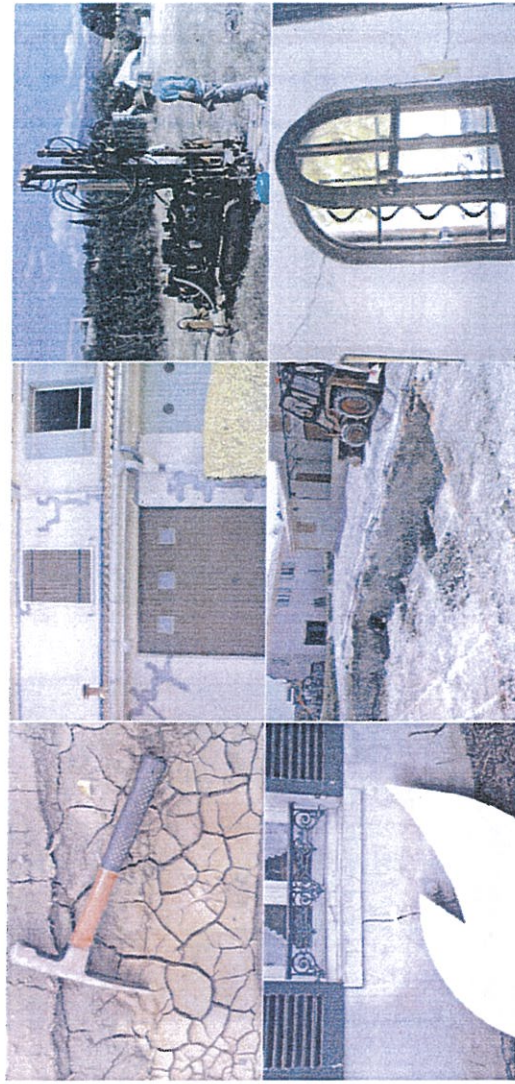
Caisse centrale de réassurance  
<http://www.ccr.fr>

Plaquette réalisée par la direction régionale de l'environnement d'Ile-de-France (dir.drenat.ecologie.gouv.fr) en collaboration avec les directions départementales de l'équipement d'Ile-de-France

Crédits photos :  
 Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)  
 Laboratoire régional de l'est parisien (LREP)



Direction régionale de l'environnement  
 Ile-de-France  
 BASSET SÈRE FORMASSEUR



## Les constructions sur terrain argileux en Ile-de-France

Comment faire face au risque de retrait-gonflement du sol ?



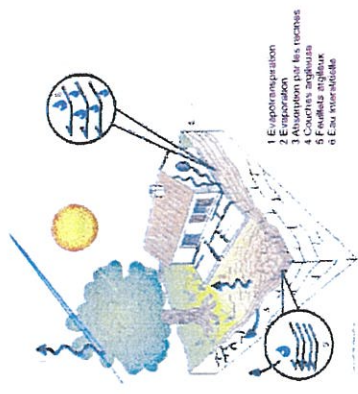
Direction régionale de l'environnement  
 Ile-de-France  
 BASSET SÈRE FORMASSEUR



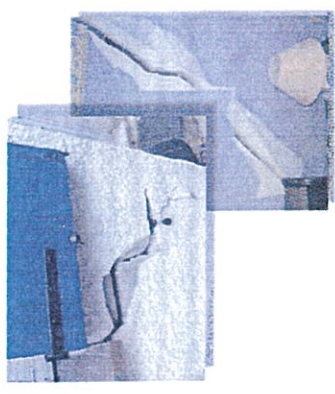


# Le risque de retrait-gonflement des sols argileux

Un mécanisme bien connu des géotechniciens



## Des désordres aux constructions



### Comment se manifestent les désordres ?

- Fissuration des structures
- Distorsion des portes et fenêtres
- Décollement des bâtiments annexes
- Dislocation des dallages et des cloisons
- Rupture des canalisations enterrées

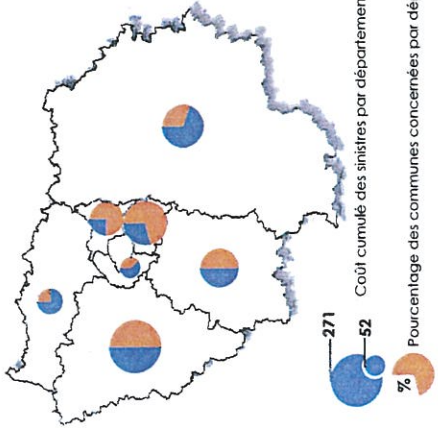
### Quelles sont les constructions les plus vulnérables ?

Les désordres touchent principalement les constructions légères de plain-pied et celles aux fondations peu profondes ou non homogènes.

Un terrain en pente ou hétérogène, l'existence de sous-sols partiels, des arbres à proximité, une circulation d'eau souterraine (rupture de canalisations...) peuvent aggraver la situation.

## Des dommages nombreux et coûteux pour la collectivité

- En région Ile-de-France (chiffres 1998-2002) :
  - Plus de **500 communes** exposées à ce risque, dans 7 des 8 départements de la région ;
  - **1 milliard d'euros** dépensés pour l'indemnisation des sinistres représentant 35% du coût national ;
  - **Deuxième** cause d'indemnisation au titre des catastrophes naturelles (CATNAT) à la charge de la collectivité publique, derrière les inondations ;
  - Coût moyen d'un sinistre : **10 000 €**.



Coût cumulé des sinistres par département (millions d'€) \*

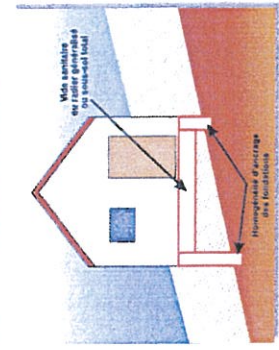
Pourcentage des communes concernées par département

\* source Caisse centrale de Réassurance  
Coûts extrapolés à partir d'un échantillon  
de sinistres couverts par le régime CATNAT



# Que faire si vous voulez :

## — Construire



### Préciser la nature du sol

Avant de construire, il est recommandé de procéder à une reconnaissance de sol dans la zone d'aléa figurant sur la carte de retrait-gonflement des sols argileux (consultable sur le site [www.argiles.fr](http://www.argiles.fr)), qui traduit un niveau de risque plus ou moins élevé selon l'aléa.

Une telle analyse, réalisée par un bureau d'études spécialisé, doit vérifier la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques des formations géologiques présentes dans le proche sous-sol afin d'adapter au mieux le système de fondation de la construction.

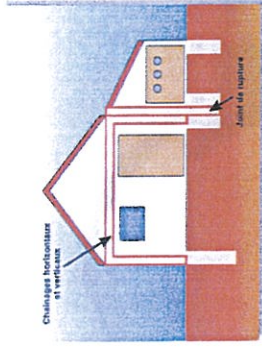
Si la présence d'argile est confirmée, des essais en laboratoire permettront d'identifier la sensibilité du sol au retrait-gonflement.

### Réaliser des fondations appropriées

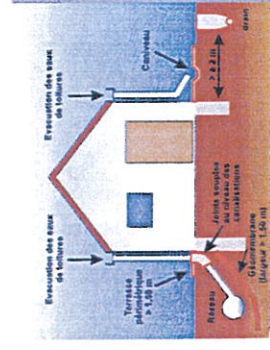
- Prévoir des fondations continues, armées et bétonnées à pleine fouille, d'une profondeur d'ancrage de 0,80 m à 1,20 m en fonction de la sensibilité du sol ;
- Assurer l'homogénéité d'ancrage des fondations sur terrain en pente (l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ;
- Éviter les sous-sols partiels, préférer les radiers ou les planchers porteurs sur vide sanitaire aux dalles sur terre plein.

### Consolider les murs porteurs et désolidariser les bâtiments accolés

- Prévoir des chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux (poutres d'angle) pour les murs porteurs ;
- Prévoir des joints de rupture sur toute la hauteur entre les bâtiments accolés fondés différemment ou exerçant des charges variables.



## — Aménager, Rénover



### Eviter les variations localisées d'humidité

- Éviter les infiltrations d'eaux pluviales (y compris celles provenant des toitures, des terrasses, des descentes de garage...) à proximité des fondations ;
- Assurer l'étanchéité des canalisations enterrées (joints souples au niveau des raccords) ;
- Éviter les pompes à usage domestique ;
- Envisager la mise en place d'un dispositif assurant l'étanchéité autour des fondations (travail périphérique anti-évaporation, géomembrane...)
- En cas d'implantation d'une source de chaleur en sous-sol, préférer le positionnement de cette dernière le long des murs intérieurs.

### Prendre des précautions lors de la plantation d'arbres

- Éviter de planter des arbres avides d'eau (saules pleureurs, peupliers ou chênes par exemple) à proximité ou prévoir la mise en place d'écrans anti-racines ;
- Procéder à un élagage régulier des plantations existantes ;
- Attendre le retour à l'équilibre hydrique du sol avant de construire sur un terrain récemment défriché.

